

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1938

N. _____

THÈSE 684

POUR LE

DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS
(Mention médecine)

PAR

GROUCHMAN Kalman

Né le 8/21 février 1893 à Cetalea-Alba (Roumanie)
Croix de Saint-Georges

LA CROIX-ROUGE ET LA LIGUE DE LA CROIX-ROUGE DANS SES ŒUVRES DE PAIX

Président : M. ~~CROUZON~~

Canon

Professeur d'Assistance médico-sociale à la Faculté de Médecine de Paris

Membre de l'Académie de Médecine,

Médecin de la Salpêtrière

Commandeur de la Légion d'honneur, Croix de Guerre

IMPRIMERIE CRÉTÉ
2, RUE DES ITALIENS, 2
PARIS

1938

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1938

N. _____

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

(Mention médecine)

PAR

GROUCHMAN Kalman

Né le 8/21 février 1893 à Cetalea-Alba (Roumanie)

Croix de Saint-Georges

LA CROIX-ROUGE ET LA LIGUE DE LA CROIX-ROUGE DANS SES ŒUVRES DE PAIX

Président : M. CROUZON

Professeur d'Assistance médico-sociale à la Faculté de Médecine de Paris

Membre de l'Académie de Médecine,

Médecin de la Salpêtrière

Commandeur de la Légion d'honneur, Croix de Guerre

IMPRIMERIE CRÉTÉ

2, RUE DES ITALIENS, 2

PARIS

1938



LE DOYEN TIFFENEAU.

I. — PROFESSEURS

MM.

Anatomie.	ROUVIÈRE.
Physiologie	Léon BINET.
Physique médicale.	STROHL.
Chimie médicale.	POLONOVSKI.
Bactériologie	Robert DEBRÉ.
Parasitologie et histoire naturelle médicale.	BRUMPT.
Pathologie et thérapeutique générales	BAUDOUIN.
Pathologie médicale	ABRAMI.
Pathologie chirurgicale.	CHEVASSU.
Anatomie pathologique.	LEROUX.
Histologie.	CHAMPY.
Pharmacologie et matière médicale	TIFFENEAU.
Thérapeutique.	HARVIER.
Hygiène et médecine préventive.	TANON.
Médecine légale	BALTHAZARD.
Histoire de la médecine et de la chirurgie	LAIGNEL-LAVASTINE.
Pathologie expérimentale et comparée	FIESSINGER.
Hydrologie thérapeutique et climatologie	CHIRAY.
Clinique médicale	LOEPER.
	CARNOT.
	CLERC.
	Marcel LABBÉ.
Hygiène et clinique de la première enfance	LEREBOULLET.
Clinique des maladies des enfants	NOBÉCOURT.
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale	H. CLAUDE.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	GOUGEROT.
Clinique des maladies du système nerveux	GUILLAIN.
Clinique des maladies infectieuses	LEMIERRE.
Clinique chirurgicale	CUNÉO.
	GOSSET.
	GRÉGOIRE.
Clinique ophtalmologique.	LENORMANT.
Clinique urologique	TERRIEN.
	MARION.
Clinique d'accouchements.	COUVELAIRE.
	JEANNIN.
	LÉVY-SOLAL.
Clinique gynécologique.	MOCQUOT.
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie.	OMBRÉDANNE.
Clinique thérapeutique médicale.	RATHERY.
Clinique oto-rhino-laryngologique	LEMAITRE.
Clinique thérapeutique chirurgicale.	Pierre DUVAL.
Clinique propédeutique	M. VILLARET.
Clinique de la Tuberculose	BEZANÇON.
Clinique chirurgicale orthopédique de l'adulte.	MATHIEU.
Clinique cardiologie	LAUBRY.
Assistance médico-sociale.	CROUZON.
	HOVELACQUE.
Professeurs sans chaire.	MULON.
	OLIVIER.
	VERNE.

II. — AGRÉGÉS EN EXERCICE

MM.

AMELINE. . Pathologie chirurgicale.
 BARIÉTY. . Pathologie médicale.
 BÉNARD (Henri). Pathologie médicale.
 BERNARD (Étienne). Pathologie médicale.
 BESANÇON (Justin). Hydrologie.
 BOULIN . . Pathologie médicale.
 BULLIARD. Histologie.
 CATHALA . Pathologie médicale.
 CHEVALLIER. Pathologie médicale.
 COSTE. . . Pathologie médicale.
 DOGNON . . Physique.
 FEY Urologie.
 FUNCK. . . Pathologie chirurgicale.
 GALLIARD. Parasitologie.
 GASTINEL . Bactériologie.
 DE GAUDART D'ALLAINES. Pathologie chirurgicale.
 GAYET. . . Physiologie.
 DE GENNES. Pathologie médicale.
 GIROUD . . Histologie.
 HAGUENAU. Pathologie médicale.
 HALPHEN . Oto-rhino-laryngologie.
 HAZARD. . Pharmacologie.
 HUGUENIN. Anatomie pathologique.
 JOANNON. . Hygiène.
 LACOMME . Obstétrique.

MM.

LANTUÉJOUL. Obstétrique.
 LAROCHE (Guy). Pathologie médicale.
 LAVIER . . Parasitologie.
 LELONG . . Pathologie médicale.
 LEMAIRE . Pathologie expérimentale.
 LEVEUF. . Pathologie chirurgicale.
 M^{lle} J. LÉVY. Pharmacologie.
 LÉVY-VALENSI. Neurologie et Psychiâtrie.
 MÉNÉGAUX. Pathologie chirurgicale.
 MOLLARET. Pathologie médicale.
 MOREAU. . Pathologie médicale.
 MOULONGUET. Pathologie chirurgicale.
 MOUQUIN . Pathologie médicale.
 PETIT-DUTAILLIS. Pathologie chirurgicale.
 PIÉDELIEVRE. Médecine légale.
 PORTES . . Obstétrique.
 RENARD. . Ophtalmologie.
 RICHET . . Physiologie.
 SANNIÉ . . Chimie biologique.
 SÉNÈQUE . Pathologie chirurgicale.
 TROISIER . Pathologie expérimentale.
 TURPIN . . Pathologie médicale.
 VIGNES. . . Obstétrique.
 WILMOTH . Pathologie chirurgicale.

III. — AGRÉGÉS RAPPELÉS A L'EXERCICE

pour le service des examens

MM.

ALGLAVE . Pathologie chirurgicale.
 BUSQUET . Pharmacologie.
 CHAILLEY-BERT. Physiologie.
 GUÉNIOT. . Obstétrique.
 HEITZ-BOYER. Pathologie chirurgicale.

MM.

LARDENNOIS. Pathologie chirurgicale.
 LE LORIER. Obstétrique.
 SCHWARTZ. Pathologie chirurgicale.
 VAUDESCAL. Obstétrique.

IV. — AGRÉGÉS CHARGÉS
DE COURS DE CLINIQUE ANNEXE
à titre permanent.

MM.			MM.		
ALAJOUANINE .	Clinique médicale.		BASSET . . .	Clinique chirurgicale.	
AUBERTIN. . .	—	—	BROcq. . . .	—	—
BRULÉ.	—	—	CADENAT . .	—	—
CHABROL . . .	—	—	GATELLIER .	—	—
DONZELOT . . .	—	—	MOURE . . .	—	—
DUVOIR	—	—	QUENU. . . .	—	—
LIAN.	—	—	VELTER. . . .	—	—
VALLERY-RADOT			ECALLE . . .	Clinique obstétricale.	
PASTEUR. . . .	—	—	METZGER . .	—	—
SÉZARY	—	—			

V. — CHARGÉS DE COURS

MM.	
CHAILLEY-BERT, agrégé . .	Éducation physique.
LEDoux-LEBARD	Radiologie clinique.
RUPPE	Stomatologie.
WEIL-HALLÉ	Puériculture.

Par délibération en date du 9 décembre 1798 ; l'École a arrêté que les opinions émises dans des dissertations qui lui seront présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE

A MA FEMME

A MA FILLE

A MON MAÎTRE ET PRÉSIDENT DE THÈSE

MONSIEUR O. CROUZON

*Professeur d'assistance médico-sociale à la Faculté de Médecine
de Paris*

Membre de l'Académie de Médecine

Médecin de la Salpêtrière

Commandeur de la Légion d'Honneur

Croix de Guerre

A MES MAÎTRES DANS LES HOPITAUX

MONSIEUR LE PROFESSEUR H. CLAUDE.

MONSIEUR LE PROFESSEUR NOBÉCOURT.

MONSIEUR LE PROFESSEUR ROBINEAU.

MONSIEUR LE PROFESSEUR GRÉGOIRE.

MONSIEUR LE PROFESSEUR ABRAMI.

MONSIEUR LE PROFESSEUR LÉVY-SOLAL.

HISTORIQUE

De tous temps, — même dans l'antiquité reculée, — on s'est préoccupé des secours aux malades et aux blessés. Mais cette assistance resta très limitée et occasionnelle et, de ce fait, insuffisante.

Les auteurs grecs et romains mentionnent déjà le rôle des médecins militaires et des médecins de la marine.

Vers la fin du ix^e siècle, l'empereur Léon VI avait formé un corps d'hommes secourables, appelés *potats*, qui avaient pour mission de suivre les cohortes, non armés et prêts à donner de l'eau fraîche aux blessés et aux soldats défaillants.

Au moyen âge, quelques ordres religieux hospitaliers se fondèrent à l'époque des Croisades. Parmi ceux-ci, le plus intéressant fut celui des « Chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem ». Les moines assurant le service de l'hôpital prirent le nom de « Frères hospitaliers ». Ils avaient non seulement à secourir et soigner, mais encore devaient, le cas échéant, défendre l'Eglise les armes à la main.

Puis, les rois, avec l'établissement des armées permanentes créèrent des Services de santé. Déjà, pendant le siège de Grenade en 1492, Isabelle la Catholique avait fait dresser dix grandes tentes avec des lits, pour les malades et les blessés.

En France, Henri IV et Sully organisèrent l'assistance aux blessés et malades. Le personnel médical était composé de maîtres-chirurgiens, aides-chirurgiens, compagnons-chirurgiens, apothicaires. Un personnel secondaire nombreux contribuait à la bonne marche de « la Maison des Blessés » : pourvoyeurs, cuisiniers, femmes de service, lavandières... L'approvisionnement en médicaments se faisait, étant donnée l'époque, aussi bien que possible. La nourriture était bonne, abondante, et les blessés avaient même chacun un lit.

Plus tard, Richelieu créa les ambulances. En 1799, Percy, chirurgien des Armées, instaura les bataillons d'infirmiers. Sous l'Empire, l'illustre Larrey institua la Division d'Ambulance volante.

Toutefois, on ne s'occupait que des blessés de sa propre armée ;

ceux des autres étaient achevés ou abandonnés, ou, très rarement, soignés pour être rendus contre rançon. Le personnel médical n'était pas protégé ; les ambulances et les hôpitaux n'étaient pas respectés et devaient être évacués à l'approche de l'ennemi.

Cependant, les étapes de la *neutralisation* des blessés, malades, et des femmes, s'établissent en même temps dans quelques pays. Le Covenant de Sempach, signé le 13 juillet 1393, entre les cantons de la Suisse, peut être considéré comme le premier du genre ; il constitue la première limitation conventionnelle du droit de guerre et proclame le respect du blessé : « On le laissera intact dans sa personne et dans ses biens. » A la fin du ^{xv}^e siècle, les femmes et les enfants sont libérés sans rançon.

Les accords se multiplient et se précisent. L'ennemi même devient l'objet de préoccupations : « Dès l'instant que l'ennemi est désarmé et s'est rendu, il ne doit pas être tué ; l'ennemi blessé n'est plus un combattant, mais un homme. »

Plus de trois cents traités ou accords furent signés avant 1864. Les plus importants, parce que destinés à rendre moins affreux le sort des soldats blessés ou malades, sont : le Cartel de Francfort de 1743, entre l'Autriche, la France et la Grande-Bretagne, portant la signature du duc de Noailles et celle du comte de Stair ; — le traité de l'Ecluse de 1759, entre la France et l'Angleterre ; — celui de Brandenbourg de la même année, entre la France et la Prusse. Les signataires s'engagèrent mutuellement à respecter les hôpitaux comme des sanctuaires, ce qui fut strictement observé.

Dans tous ces accords, les blessés sont considérés, théoriquement du moins, comme « dépôt sacré ». Ils doivent être soignés, nourris, gardés ; une prime est accordée à ceux qui s'en occupent. Enfin, ils ne peuvent être faits prisonniers, mais doivent être rendus sans rançon ; le personnel médical lui-même doit être, au même titre, libéré et rendu.

Toutefois, ces accords restent temporaires et ne portent que sur des cas particuliers.

C'est en France que l'idée d'une « convention internationale » naquit. De Chamausset, intendant français des hôpitaux militaires, réclame, en 1764, une telle « convention », assurant le respect des hôpitaux et la libération des malades.

Pendant la Révolution française, en 1793, la Convention proclama que les soldats ennemis seraient soignés au même titre que les soldats nationaux.

En 1800, le célèbre chirurgien Peyrille soumet au général français Moreau et à l'Autrichien Kray un projet en cinq articles ; ce projet proclame l'inviolabilité des hôpitaux, prescrit le renvoi des militaires guéris, le soin obligatoire aux malades, même après occupation. Le général Kray ne consentit pas à le ratifier, et le projet conçu, — « tendant à diminuer autant que possible les malheurs dus à la guerre en adoucissant le sort misérable des militaires blessés au cours des combats », — ne fut, hélas ! pas appliqué. Il faut cependant mentionner certains cas où la sensibilité de certains généraux suppléa à l'absence de convention écrite. Sir Arthur Wellesley, en 1809, accorda des sauf-conduits aux chirurgiens français, les autorisant ainsi à soigner les blessés de l'armée ennemie laissés en arrière. En 1847, pendant la guerre de Sonderbund, entre cantons suisses, le général Dufour décrète : « Les blessés doivent être soignés sans distinction, les prisonniers bien traités, les églises respectées. »

Napoléon III, en 1859, au cours de la guerre franco-autrichienne, ordonne la restitution des prisonniers blessés, le renvoi des chirurgiens capturés dans l'exercice de leur fonction.

Devant l'insuffisance persistante des Services de santé, la charité privée commence à jouer un rôle important. Cette insuffisance s'étant révélée une fois de plus pendant la guerre de Crimée, cinquante religieuses accompagnaient les cinquante mille hommes de l'armée française, la mortalité des blessés dans les hôpitaux s'éleva à 42 p. 100 ; on ne tarda pas à le reconnaître et on laissa librement faire les volontaires. Durant cette guerre (1854-1855) la grande-duchesse Hélène Pawlovna fit des efforts considérables pour améliorer le sort des blessés russes. Florence Nightingale, une Anglaise, avec une trentaine d'infirmières dévouées, se dépensa sans compter pour les blessés des deux belligérants ; sa mission charitable était approuvée et autorisée par le ministre de la Guerre de Grande-Bretagne lui-même.

Il convient de mentionner aussi les volontaires du Rauhenhaus de Hambourg pendant la guerre de Schleswig ; les aumôniers protestants français envoyés par leurs coreligionnaires sous les murs de Sébastopol ; enfin les commissions sanitaires créées pendant la guerre de Sécession (1861) et destinées à recueillir les dons, à former des infirmiers et à aider le Service de santé.

L'idée de neutralisation suit son chemin dans différents pays. Déjà en France, Montesquieu écrit dans *L'Esprit des lois* : « Le droit des gens, fondé sur le principe que les nations doivent se faire, dans

la paix le plus de bien, et dans la guerre le moins de mal possible, sans nuire à leurs véritables intérêts... » Les théories de Rousseau sont plus précises encore : « La guerre n'est point une relation d'homme à homme, mais une relation d'Etat à Etat, dans laquelle les particuliers ne sont ennemis qu'accidentellement, non point comme hommes, ni même comme citoyens, mais comme soldats. La fin de la guerre étant la destruction de l'Etat ennemi, on a le droit d'en tuer les défenseurs tant qu'ils ont les armes en mains. »

Malgré ces mouvements d'idées, l'absence de toute règle de droit international prévoyant la protection du personnel sanitaire, des blessés et l'insuffisance des Services de santé dans les armées, rendait affreux le sort des blessés. La bataille de Solferino, en 1859, en témoigne de façon navrante : des milliers de blessés restent sur le champ de bataille pendant plusieurs jours, sans secours, sans nourriture, exposés à un soleil brûlant, ou à la pluie. A l'exemple de ce qu'avait fait Florence Nightingale, un Genevois, Henri Dunant, organisa alors des secours volontaires. Aidé de quelques femmes charitables, il établit rapidement un service d'ambulance dans la petite ville de Castiglione. Quelques années plus tard, en 1862, Dunant publia « *Un souvenir de Solferino* ». Son petit livre était un ardent appel à l'opinion universelle et eut un retentissement immense. « N'y aurait-il pas moyen, écrit-il, pendant une époque de paix et de tranquillité, de constituer des sociétés de secours, dont le but serait de faire donner des soins aux blessés, en temps de guerre par des volontaires zélés et bien qualifiés pour une pareille œuvre ? »

Les secours volontaires avaient déjà été admis et pratiqués au cours de l'Histoire, mais jusqu'alors d'une façon à la fois improvisée et temporaire. La préparation en temps de paix, la permanence de ces sociétés en vue de la guerre : voilà l'idée de génie de Dunant. Dunant sut se montrer bon diplomate et, remueur d'âmes, rallier, par l'écrit et par la parole, de nombreuses personnes à son projet. D'ailleurs, un peu partout déjà, les esprits étaient préparés à faire le plus favorable accueil à ces projets humanitaires.

L'idée, partant de Dunant, dut sa réalisation à un autre Genevois, Gustave Moynier, qui s'offrit à présenter la question à une des nombreuses sociétés philanthropiques suisses qu'il présidait. En séance, le 9 février 1863, la question fut posée sous cette forme : « De l'adjonction aux armées belligérantes d'un corps d'infirmiers volontaires. »

La proposition fut acceptée en principe, et on passa à la nomina-

tion d'une commission de cinq membres : Le Dr Maunoir, le Dr Louis Appia, le général Dufour, Gustave Moynier et Henri Dunant. Ainsi fut fondé le « Comité international de la Croix-Rouge ».

Cette Commission des Cinq se mit au travail.

Le livre de Dunant, les relations internationales de Moynier, l'amitié de Napoléon III pour le général Dufour, qui avait été son professeur à l'Ecole d'artillerie de Thonnes, gagnèrent la France, l'Angleterre, le roi de Prusse et le roi de Saxe à la cause et par le truchement de la cour de France, l'idée de Dunant pénétra le cercle des ambassades, y compris celle du Japon.

Bientôt la première conférence internationale d'experts fut convoquée et le premier concordat lancé le 1^{er} septembre 1863. Ce Concordat prévoit et proclame :

- 1° La création de comités nationaux de secours, un par pays.
- 2° L'indépendance nationale.
- 3° L'unité et l'uniformité nécessaires.
- 4° La reconnaissance par le gouvernement.
- 5° La solidarité internationale.

Le 26 octobre 1863, nouvelle assemblée. Cette fois, trente-six délégués sont là, représentant seize Etats. La conférence vote des résolutions et émet des vœux, à savoir :

La neutralisation, par les gouvernements, des blessés et du personnel sanitaire.

La protection, par les gouvernements, aux Comités de secours de leur pays.

L'adoption d'un signe et d'un drapeau distinctifs pour le personnel et les formations sanitaires.

Enfin, grâce à l'appui de Napoléon III, le Conseil fédéral suisse convoque une conférence diplomatique. Cette assemblée, le 22 août 1864, vote la Convention de Genève. Les grands principes qu'elle proclame sont :

Le soin et la protection des blessés, à quelque nation qu'ils appartiennent.

Le respect du personnel et du matériel sanitaires.

Un signe distinctif : la Croix-Rouge, sur fond blanc.

Tous les pays du monde devaient, par la suite, adhérer à cette Convention, qui fut étendue à la guerre maritime, complétée et précisée par la deuxième Convention de Genève, celle du 6 juillet 1906, et par la Convention de La Haye, du 18 octobre 1907

Toutes les nations ayant adhéré à la Convention de Genève, fondèrent des Sociétés de secours aux blessés militaires. Ces Comités, qui prirent plus tard le nom de « Société de la Croix-Rouge », sont les organes *nationaux* de l'institution de la Croix-Rouge.

Partout, ces sociétés se formèrent grâce à des initiatives privées, au concours des milieux médicaux, à l'approbation et à l'aide des membres du clergé, enfin, et surtout, à l'appui des souverains de tous les pays. Malgré les origines de ces appuis (les gouvernements, les clergés et l'élite fortunée patronnèrent partout les Sociétés de la Croix-Rouge), l'œuvre réussit à rester *neutre*, au point de vue *politique, religieux et social*.

Le caractère national de ces sociétés n'empêche pas leur action d'être internationale et c'est précisément pourquoi elles se considèrent toujours comme liées par un lien de solidarité et d'entr'aide, en temps de guerre comme en temps de paix.

Comme exemple de cette assistance mutuelle, on peut citer l'aide qu'apportèrent à la France plusieurs sociétés pendant la guerre de 1870, en temps de paix, le concours accordé à l'Italie, lors du tremblement de terre de Sicile, en 1908, par la Croix-Rouge française. Pendant la guerre de 1914, les Croix-Rouges de plusieurs pays neutres envoyèrent des ambulances aux pays belligérants. L'aide la plus considérable fut fournie par la Croix-Rouge américaine. Depuis la fin de la guerre de 1914, on peut citer les secours apportés par la plupart des Croix-Rouges à la Russie affamée, et l'aide de la Croix-Rouge japonaise à la Croix-Rouge américaine, lors du tremblement de terre de Californie, etc., etc.

Le Comité international de la Croix-Rouge, à Genève, poursuit infatigablement sa mission. Il organise les Conférences internationales, devenues quinquennales depuis 1887 à 1912 et actuellement quadriennales, où sont exposées les expériences faites, enregistrés les résultats obtenus, et qui, recherchant les perfectionnements possibles, élargissent leur programme, décident l'emploi de certains fonds ou revenus.

Le Comité a charge, en outre, toutes les fois qu'une nouvelle société de Croix-Rouge se constitue dans un Etat, de veiller à ce qu'elle satisfasse aux principes essentiels et uniformes de la Croix-Rouge internationale. Cette uniformité s'est affirmée comme une force et une valeur primordiales.

Il vérifie donc les statuts de nouvelles sociétés nationales, s'assure que les bases fondamentales de la Croix-Rouge internationale

sont respectées, qu'elle est reconnue par le gouvernement comme seule Société nationale, qu'elle est ouverte à tous ses nationaux, sans distinction de parti, de sexe, ni de confession, qu'elle a un comité dit « central », si l'organisation est formée de plusieurs associations, comme c'est le cas en France, la Croix-Rouge française étant une Fédération composée de trois associations : la « Société française de secours aux blessés militaires », « l'Association des dames françaises » et « l'Union des femmes de France ».

Il s'applique, en outre, à propager la Croix-Rouge dans le monde. Les sociétés nationales se reposent sur lui, pour entretenir et développer leurs mutuelles relations. Il publie un Bulletin périodique, où sont consignées les annales de l'Œuvre, dans tous les pays. Il a été chargé, par les sociétés nationales, d'organiser, en cas de guerre, des agences internationales de renseignements et de secours. En 1864, il envoie deux délégués sur le théâtre des opérations. En 1870, il organise à Bâle la première agence de secours aux prisonniers des deux camps. De nouveau, en 1912-1913, pendant la guerre balkanique, le Comité organise à Belgrade une semblable agence. En 1914, enfin, pendant la Grande-Guerre, le Comité international installe à Genève même « l'Agence des Prisonniers de Guerre ».

Cette agence donne des renseignements aux familles, sur les leurs, prisonniers ou disparus, transmet la correspondance, les colis, l'argent, cherche à améliorer le régime des prisonniers, et s'occupe de leur rapatriement.

Pendant toute la durée de la guerre, et même après l'armistice, le Comité international a fourni un travail immense, aux dimensions exactes de son rôle. Il a cherché, par son indépendance, son impartialité en toutes circonstances, son équité universelle, à étendre l'influence de sa puissance morale, partout, et pendant toute la guerre.

La Société des Nations, reconnaissant ses efforts, et surtout sa position morale, lui confia l'exécution de cette tâche énorme et délicate : le rapatriement des prisonniers de guerre.

Le Comité international de la Croix-Rouge a contribué à l'organisation de la lutte contre le typhus et a participé à la fondation de « l'Union internationale de Secours aux Enfants ». Comme on le voit, il ne limite pas son activité aux mandats-express conférés par les Conférences internationales successives.

Les sociétés nationales de la Croix-Rouge, d'après la Convention de Genève, doivent étendre leur activité à la protection des blessés,

à la formation du personnel sanitaire, au secours des prisonniers. Les nombreuses guerres ont dévoilé l'insuffisance des Services de santé, tant au point de vue du personnel médical, que du matériel sanitaire ; elles donnèrent aux Comités de secours l'occasion d'apporter une aide précieuse aux Services de santé. C'est ainsi que pendant la guerre de 1914, l'insuffisance d'organisation et de prévoyance eût été débordée par le nombre des blessés et des malades, sans l'apport des ressources considérables fournies par la Croix-Rouge, dès le début des hostilités. En France, notamment, la Société de secours aux blessés militaires ouvrit huit cent cinq hôpitaux, avec un nombre impressionnant d'infirmières.

Quant aux secours aux prisonniers de guerre, les sociétés de Croix-Rouge ont été officiellement autorisées à en assumer la charge par les Conventions de La Haye de 1899 et 1907.

Tel est donc leur rôle, en temps de guerre : assistance aux soldats blessés ou malades, secours aux prisonniers.

Mais les hostilités terminées, les prisonniers rapatriés, ces organisations, dont le caractère est d'être permanentes, doivent se préparer à pouvoir, le cas échéant, remplir de nouveau leur mission du temps de guerre. Cette préparation est l'aspect traditionnel de l'activité des sociétés de la Croix-Rouge en temps de paix. La Conférence de 1863 l'exprime d'une façon formelle : « En temps de paix, les Comités de secours s'occupent des moyens de se rendre véritablement utiles en temps de guerre, spécialement en préparant des secours matériels de tous genres, et en cherchant à former et à instruire des infirmiers volontaires. »

Une nouvelle tâche, depuis quelques années, s'est ajoutée à l'activité des Sociétés : elles se préoccupent du rôle qu'elles pourraient être appelées à jouer en cas de guerre aérochimique pour la protection passive des populations civiles. Cette nouvelle activité est recommandée par les dernières Conférences internationales. Une autre activité d'après-guerre est aussi prévue : celle d'assister ceux qui en demeureraient victimes (invalides, aveugles, mutilés) ou leurs familles (enfants des anciens combattants invalides ou tuberculeux de guerre).

LA CROIX-ROUGE ET LA PAIX

Henri Dunant, en 1863, indiquait déjà que les Sociétés de Secours pourraient, en temps de paix, soigner d'autres maux que des blessures militaires.

En 1867, M. de Beaufort suggéra de continuer à maintenir, en temps de paix, l'activité des sociétés : « Une semblable activité aurait, pour les sociétés, l'immense avantage d'entretenir leur vitalité ; il faut qu'elles jouent un rôle actif pendant la paix. »

Au cours de toutes les Conférences internationales de la Croix-Rouge, la question de l'activité en temps de paix fut reprise. L'idée de l'utilité temporaire, chez un organisme permanent, faisait place à celle d'une utilité permanente.

Depuis la guerre de 1914-1918 surtout, et pour faire face aux besoins nouveaux engendrés par ses incalculables conséquences, les sociétés de la Croix-Rouge créèrent de nombreuses œuvres de paix. Devant les suites du conflit, suites aussi tragiques que les événements dont elles résultèrent, le Comité international, dès le 27 novembre 1918, invita toutes les sociétés nationales à adopter un programme d'action, dit « programme élargi ».

La Société des Nations, elle-même, invitait les sociétés de Croix-Rouge à une activité nouvelle : « amélioration de la santé publique, défense préventive contre la maladie, adoucissement de la souffrance dans le monde. » C'est aux États-Unis surtout, que le mérite d'avoir passé de belles résolutions aux actes doit être reconnu.

Le président de la Croix-Rouge américaine, M. Henry P. Davison, soumit au président Wilson un vaste projet, duquel toutes les sociétés nationales, réunies, sortent comparables à la Société des Nations. Cette proposition faite, exposée par un philanthrope fort de l'expérience acquise dans le champ de l'hygiène et de l'action sociale par sa puissante Société, eut un grand retentissement parmi les représentants des nations à la Conférence de la Paix. Pendant la guerre même, la Croix-Rouge américaine étendit effectivement son activité à la rééducation des invalides civils et militaires, à la lutte contre la tuberculose, les maladies vénériennes et les affections

mentales, à l'assimilation des émigrants, à l'aide aux familles nécessiteuses, etc...

L'accueil fait à cette proposition fut si vif que dès le 1^{er} février 1919, les représentants des Croix-Rouges américaine, française, britannique, italienne et japonaise se constituaient en comité pour assumer la tâche d'élaborer un programme de paix, et le proposèrent aux sociétés nationales du monde entier « dans l'intérêt général de l'humanité ».

Dès le début de son activité ce Comité se rendit compte qu'il était important pour lui d'être en étroite collaboration avec le corps médical, dont l'avis préalable devait servir de base à toute activité. Il convoqua donc, au mois d'avril 1919, une assemblée représentative de ce que la science médicale comptait de plus éminent dans le monde, sous la présidence du professeur Émile Roux, de l'Institut Pasteur à Paris.

Cette assemblée affirma tout d'abord, à l'unanimité, que la Croix-Rouge, — organisation riche d'expérience, de ressources, et surtout de dévouements —, était la seule société capable de mener à bien la lourde tâche d'atténuer les suites de la guerre et de travailler, pendant la paix, au soulagement des souffrances humaines.

Il fut ensuite reconnu que la création d'un organisme central s'imposait d'urgence. Le Comité procéda sans délai à la réalisation pratique de ses résolutions et, le 5 mai 1919, se constituait à Paris « La Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge ». Ses membres fondateurs n'étaient que cinq : les sociétés nationales des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie et du Japon. A l'heure actuelle, elle groupe les sociétés nationales de soixante-deux pays.

Organisation purement volontaire, la Ligue n'a aucun caractère gouvernemental, politique ou confessionnel. Elle a pour seule mission d'encourager et de faciliter en tout temps l'action humanitaire de secours de la Croix-Rouge.

Ses buts étaient ainsi définis :

a. Encourager et favoriser, dans chaque pays du monde, l'établissement et le développement d'une organisation nationale de Croix-Rouge indépendante et dûment autorisée, ayant pour but d'améliorer la santé, de prévenir la maladie et d'atténuer les souffrances dans le monde entier en s'assurant la coopération de ces organisations nationales ;

b. Contribuer au bien-être de l'humanité en intervenant pour

mettre à la portée de tous les peuples le bénéfice des faits déjà connus, de nouvelles découvertes scientifiques et médicales et de leurs applications ;

c. Constituer un intermédiaire qui coordonne les efforts des œuvres d'assistance en cas de calamités nationales ou internationales.

Dès son installation à Genève, la Ligue était sollicitée par le Conseil économique suprême, pour intervenir dans la lutte contre les épidémies qui sévissaient alors en Europe orientale. En août 1919, une commission médicale fut envoyée en Pologne, alors ravagée par le typhus exanthématique. Sur l'intervention de la Ligue, et grâce à l'esprit de collaboration internationale, de nombreuses sociétés nationales expédièrent en Pologne et en Tchécoslovaquie des secours de natures diverses : caisses de pansements, médicaments, dons en espèces, et parfois même de véritables missions.

Au cours des années 1920 et 1921, la Ligue s'empara, pour les résoudre, de divers problèmes : organisation des secours aux réfugiés russes, hygiène dans les États baltes, secours aux enfants en Russie, lutte contre la peste en Extrême-Orient, organisation internationale de secours pour la Russie ravagée par la famine et les épidémies.

Tout en poursuivant cette œuvre de secours urgents, la Ligue stabilise les limites de son champ d'action et se trouve bientôt en mesure de fixer et d'adopter les quatre grandes divisions de son travail en temps de paix, à savoir : *Secours en temps de calamités publiques.* — *Enseignement populaire de l'hygiène.* — *Instruction et action de l'infirmière.* — *Croix-Rouge de la jeunesse.*

Secours

Les Sociétés nationales de la Croix-Rouge ont toujours admis que le secours aux victimes des calamités relevait directement de leur action. Au cours de la première session de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, le Conseil général fut saisi d'un appel du président du Conseil de la Société des Nations, M. Balfour : « Les ravages, disait-il, causés par la maladie parmi les populations d'Europe centrale éprouvées par la guerre et la faim, ont atteint des proportions terribles. Hommes, femmes et enfants meurent par milliers. Des régions, vastes et civilisées, n'ont pas le matériel sanitaire nécessaire ni le personnel médical suffisant pour combattre l'horrible

situation devant laquelle nous nous trouvons. La catastrophe a atteint une extension sans précédent et de si grande envergure qu'aucune organisation, sinon la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, ne semble être à même d'y faire face... Je me permets d'insister auprès de la Ligue, pour qu'elle organise un effort digne de sa position unique, en vue de faire face à une calamité qui, suivant de près la guerre, semble presque plus terrible encore que la guerre elle-même ».

Cet appel ne resta naturellement pas sans écho. Le Conseil général envoya immédiatement un message à toutes les sociétés nationales, les priant d'aider, par tous les moyens en leur pouvoir, au développement de la campagne entreprise pour enrayer les épidémies, et combattre les calamités. La solidarité, qui unit les Sociétés de Croix-Rouge sur le plan international, sa manifesta une fois de plus de manière éclatante à cette occasion.

En 1921, la Commission mixte, composée de représentants du Secrétariat de la Ligue et du Comité international de la Croix-Rouge, avait été créée. L'étude de la question des secours internationaux lui fut confiée. Cette Commission lançait des appels en faveur des populations frappées par les calamités et venait en aide aux Sociétés de la Croix-Rouge des pays atteints. Les tremblements de terre, les raz de marée, les éruptions volcaniques, les cyclônes, les inondations, la sécheresse, la famine provoquèrent dès lors l'intervention soit de la Ligue, soit du Comité international. Ces deux organismes, travaillant toujours en parfait accord, centralisent les dons et envoient les secours à la Croix-Rouge du pays sinistré.

Les secours aux populations victimes de catastrophes ou d'épidémies comportent :

- a. Le *sauvetage et le transport* des victimes et de leurs biens ;
- b. L'*hébergement* des sinistrés ;
- c. L'*alimentation* à répartir parmi la population privée brusquement de ses moyens normaux d'existence ;
- d. La *distribution de vêtements* aux sinistrés ;
- e. Les *soins médicaux* à fournir d'urgence aux malades et aux blessés ;
- d. La *prophylaxie* des épidémies.

Mais il n'y avait pas que des fléaux pour provoquer des misères à soulager ; il y avait la souffrance tout court, d'où qu'elle vienne. Beaucoup de sociétés nationales de Croix-Rouge créèrent donc, partant de cet esprit, des postes de secours sur les routes, au bord

de la mer, dans les exploitations minières, en somme ; partout où il y a activité humaine et risque d'accidents.

La fréquence et la gravité des accidents de la route (il y a chaque année, en Grande-Bretagne par exemple, plus de 200 000 personnes tuées ou blessées) imposent une intervention rapide. La Croix-Rouge, en collaboration avec les clubs automobiles et les associations de tourisme, a instruit un personnel choisi parmi les garagistes, hôteliers, agents-voyers, gendarmes. Elle a établi des postes de secours sur les grandes routes. On en compte en France plus de 2 000, en Belgique 500.

Sur un grand nombre de plages la Croix-Rouge installa, de même, des postes de secours, repéra et assura la surveillance des zones dangereuses. Elle forma des maîtres-nageurs, répandit l'enseignement de la natation, vulgarisa de nouvelles méthodes de sauvetage. Des cours spéciaux sont donnés aux instituteurs, aux professeurs d'éducation physique, aux écoliers et dans les camps de vacances.

A la montagne, les sociétés de la Croix-Rouge suisse, italienne, norvégienne — pour ne citer que les pays où les sports d'hiver sont très répandus — ont établi des postes de secours et abris, formé des équipes de secouristes.

Elles ont des services de transport des blessés ou malades : ambulances, bateaux-hôpitaux, avions.

La Ligue poursuit l'étude de l'utilisation de l'aviation par la Croix-Rouge, et la préparation d'infirmières convoyeuses d'avion. Ce mode de transport s'est révélé particulièrement efficace en temps de calamité, par des vols de reconnaissance et de liaison, le ravitaillement en vivres et en médicaments, le transport de médecins, l'évacuation de malades et de blessés. Une conférence technique internationale des Secours aériens, avec démonstrations et concours, fut organisée par la Ligue à Budapest, en juin 1937, et une brochure intitulée *Les Secours aériens* éditée.

Au point de vue international, la Section des secours est chargée de coordonner l'action des différentes sociétés de la Croix-Rouge en faveur des victimes d'un désastre nécessitant l'aide internationale. La propagande que la Ligue n'a cessé de mener en faveur de la préparation permanente aux devoirs en temps de catastrophe a abouti à la formation, en 1933, d'une fédération d'États, qui est « l'Union internationale de secours ».

Ainsi, se trouve consacrée l'éminente position que s'est assurée

la Croix-Rouge dans le monde comme organisatrice d'assistance aux victimes des calamités.

La Croix-Rouge est de plus en plus considérée par les particuliers, par les gouvernements et les grandes organisations internationales comme l'institution seule qualifiée pour diriger l'organisation mondiale des secours aux peuples ou individus victimes de catastrophes ou d'accidents.

Au point de vue social, la Croix-Rouge a passé à la seconde période des secours succédant à l'urgence : la *reconstruction*.

Si la catastrophe a détruit les cultures, arrêté le travail agricole, ruiné le cultivateur, la Croix-Rouge cherche à faire travailler les sinistrés sur place ; elle fournit les semences, les fourrages, du cheptel, des instruments aratoires.

Elle s'occupe du placement des enfants des sinistrés ; elle alimente pendant des mois les soupes populaires dans les régions frappées de disette.

Les inondations du Mississipi, en 1927, ravagèrent 170 comtés, et ruinèrent 930 000 personnes. La Croix-Rouge secourut 120 300 familles ; elle aida à rétablir les cultures, fournit des semences, le cheptel, les matériaux de construction. Dans certaines contrées, elle introduisit des cultures et des marchés nouveaux, une alimentation plus riche et plus variée, améliora les logements. Cependant, le plus bel exemple de l'évolution sociale de son travail est le secours international aux réfugiés : aide aux réfugiés russes à Constantinople, aux réfugiés arméniens en Syrie. Elle organisa pour eux des ateliers de cordonnerie, de menuiserie, des ouvroirs, des écoles, des bibliothèques, etc...

Les équipes d'infirmières d'Hanoï de la Croix-Rouge française viennent encore de donner une nouvelle preuve de dévouement dans la lutte contre une épidémie de choléra. Cette épidémie avait pris naissance dans les provinces maritimes, apportée par des réfugiés chinois venus de Changhai et fuyant les horreurs de la guerre sino-japonaise. On a, dans cette activité particulière de la Croix-Rouge française, un exemple caractéristique du dévouement mis par le génie français au service des populations indigènes des colonies.

Hygiène.

Tout en poursuivant le développement de cette œuvre de « secours d'urgence », les Sociétés de la Croix-Rouge ont rapidement

étendu leur activité dans le domaine de l'Hygiène et de la Santé publique. Et comme, avant de combattre la maladie, il faut commencer par lutter contre l'ignorance, la Ligue, presque dès sa naissance, fut amenée à faire dans ce domaine un grand nombre de tentatives et d'expériences en vue d'aider les sociétés nationales. La conception originale de la Croix-Rouge en temps de guerre vise à protéger la vie des blessés, à soulager leurs souffrances. Le programme de paix soulève, en premier lieu, les problèmes de l'atténuation de maux physiques, de la récupération de vies humaines ; et ce programme s'étend de plus en plus : la Croix-Rouge secourt les familles des blessés, elle surveille toute l'enfance, depuis sa conception jusqu'à l'école et dans ses loisirs ; elle assiste les jeunes apprentis, les adultes au travail.

Le prestige de la Croix-Rouge, son expérience, son abnégation-devant la cause, la désignent tout particulièrement pour l'enseignement populaire des règles élémentaires d'hygiène, de puériculture, dont la méconnaissance fait tant de victimes. Auxiliaire du Service de santé en temps de guerre, la Croix-Rouge devient auxiliaire des Services publics d'hygiène en temps de paix.

La Conférence médicale de Cannes insiste sur le fait que le manque d'hygiène populaire est dû, pour une grande part, à la discordance entre les progrès rapides de la science, et l'absence de rouages intermédiaires capables de transmettre les connaissances pratiques à toutes les couches de la population. Elle conclut à l'urgence d'un enseignement populaire de l'hygiène, et à la création d'un organisme spécial, « destiné à stimuler et à coordonner le libre effort des divers peuples du monde ».

Livingston Farrand, président d'une Société de Croix-Rouge, définit cette nouvelle tâche :

« Tous ceux qui s'occupent d'hygiène publique arrivent nécessairement à la conclusion que toute responsabilité dans le domaine du bien-être de l'humanité est essentiellement une fonction de l'État. La philanthropie privée n'est amenée à s'occuper d'hygiène publique que par la force des circonstances ; mais elle est souvent poussée à entreprendre *le premier pas*, à faire *les premières démonstrations pratiques* d'entreprises trop hasardeuses pour l'État. Elle doit, en outre, faire œuvre éducative, fournir l'appui de l'opinion publique, collaborer avec les sphères officielles pour l'enseignement populaire de l'hygiène, et, en général, pour la lutte contre les fléaux sociaux : tuberculose, mortalité infantile et divers autres groupes

de maladies. La Croix-Rouge ne veut pas absorber les institutions spécialisées, ou se substituer à elles pour l'accomplissement de leur tâche ; mais elle peut leur apporter sa collaboration et ses ressources en personnel et matériel, pour accentuer les progrès de la médecine préventive et protéger ainsi la santé publique ».

M. Armand Guillon, directeur de l'Office public d'hygiène sociale du département de la Seine, dans une publication médicale, dit à ce sujet : « Dire que l'intervention de la collectivité est nécessaire, et dire qu'il y a lieu de recourir aux Services publics, *cela n'implique pas qu'il doive y avoir monopole de l'action officielle*. Il importe donc, non seulement de ne pas décourager, mais de favoriser le développement de toutes les œuvres dues à l'initiative privée si ingénieuse ».

Le travail de la Section d'hygiène de la Ligue s'organise et se développe très rapidement sous l'impulsion de maîtres de la science de différents pays, et peut se résumer comme suit :

1^o Assistance matérielle aux sociétés nationales, pour l'enseignement populaire de l'hygiène ;

2^o Service de documentation et d'études ;

3^o Coopération ou mouvement international d'hygiène ;

a. Tuberculose ;

b. Protection de l'enfance ;

c. Péril vénérien ;

d. Cécité et buts divers ;

4^o Liaison avec les bureaux internationaux d'hygiène.

Déjà, à Cannes, la Conférence médicale définissait la façon dont l'enseignement populaire de l'hygiène devait être fait :

« Nous ne pouvons trop insister sur l'importance de la participation des éducateurs à l'enseignement de l'hygiène élémentaire dans les écoles, par le principe et par l'exemple, puis, par l'intermédiaire de l'enfance scolaire, faire parvenir l'information jusqu'aux générations adultes. L'influence de la presse quotidienne et le désir de nombreuses institutions de participer au mouvement d'hygiène n'ont jamais été utilisés dans toutes leurs possibilités. L'emploi et l'efficacité les plus rationnels des affiches, tableaux, graphiques, modèles et clichés de projections, films, ne peuvent être atteints que par la création d'une agence centrale, dirigée par des personnalités compétentes, conservant des rapports constants avec des artistes et des hygiénistes et avec des agences de propagande. »

La Ligue, par sa Section d'hygiène, collectionne le matériel de

propagande publié par les sociétés de Croix-Rouge, publie elle-même des tracts et des brochures-types, livres de vulgarisation, cartes postales illustrées, affiches, projections figurées, films... Tout ce matériel, destiné à attirer l'attention et à instruire, est communiqué, à titre d'exemple de propagande, aux sociétés nationales qui en font la demande, et auxquelles incombe la dernière tâche : faire agir. Pour être efficace, cette propagande doit se servir de la réclame, de la publicité, de la presse.

Aussi, la Section achète-t-elle et collectionne-t-elle des films sur la protection de l'enfance, l'œuvre des infirmières, la tuberculose, les maladies vénériennes, les maladies épidémiques, l'hygiène personnelle, la médecine préventive, les insectes et animaux nuisibles, l'alcoolisme, etc...

La Section organise et prépare des congrès, des conférences, des cours publics, des journées d'hygiène... A ceci, il convient d'ajouter toutes les suggestions faites par la Ligue : expositions, visites aux œuvres d'hygiène, timbres, jeux, semaines, formation d'associations, clubs, Croix-Rouge de la Jeunesse.

Le matériel de propagande, la documentation sur les questions techniques de l'enseignement populaire de l'hygiène sont complétés par la correspondance et les relations avec les œuvres spécialisées, bureaux ou offices internationaux s'occupant de la tuberculose, de protection de l'enfance, de maladies vénériennes, d'hygiène mentale, d'urbanisme, etc...

Depuis quelques années, la Croix-Rouge cherche à étendre son action au delà des murs de l'hôpital ; elle multiplie les consultations externes, elle ouvre des cuisines de régime pour les convalescents et les malades chroniques.

D'autre part, elle crée des hôpitaux mobiles qui se transportent dans les localités frappées d'épidémies. Le bateau-hôpital de la Croix-Rouge norvégienne, *Le Viking*, se déplace avec sa clientèle pendant la saison de pêche.

Le Conseil général de la Ligue des Sociétés de Croix-Rouge, réuni, en 1922, à Genève, recommande aux Croix-Rouges d'adopter un programme de paix, basé sur l'enseignement populaire de l'hygiène, sur l'action des infirmières-visiteuses, et sur le développement de la Croix-Rouge de la Jeunesse.

Une des résolutions votées par le Conseil général combine ces trois ordres d'opérations, dans l'organisation de démonstrations d'hygiène. En effet, le Conseil général recommande au secrétariat

de la Ligue de signaler aux sociétés nationales l'importance qu'il y aurait pour elles à entreprendre un travail intensif d'hygiène dans des districts déterminés, « afin de démontrer combien on peut, de la sorte, diminuer la morbidité, réduire la mortalité et améliorer les conditions sociales ; ces résultats obtenus doivent être utilisés pour l'enseignement populaire et la propagande de l'hygiène ».

La Ligue se mit au travail, à l'étude de la question, et bientôt un projet de démonstration d'hygiène fut élaboré. Le secrétariat prit pour base de départ les expériences faites aux États-Unis, où ces démonstrations furent organisées en premier lieu : les unes, spécialisées, ont porté uniquement, soit sur la protection de la mère et de l'enfant, soit sur la lutte contre la tuberculose ; d'autres ont été conçues en vue de la protection intégrale de la santé de la population. On choisit un district rural, une ville, un quartier, considéré comme typique. On compléta leur armement médico-hygiénique, et on détermina ainsi, expérimentalement, à la fois, le rendement, le coût et les modalités d'un système complet de protection de la santé.

La Croix-Rouge de Belgique, avec la collaboration du secrétariat de la Ligue, réalisa la première, en Europe, une démonstration d'hygiène à Jumet, ville industrielle de 30 000 habitants. La Ligue des sociétés de Croix-Rouge accorda une subvention, et mit à la disposition des organisateurs son secrétaire-général, le D^r R. Sand) et la directrice de sa section d'infirmières.

Avec le concours du Corps médical de Jumet, le Comité exécutif élaborà, en janvier 1923, un programme qui comportait :

- 1^o L'érection d'un Centre de santé, siège de démonstrations ;
- 2^o Un service d'infirmières-visiteuses ;
- 3^o La création, par l'Œuvre nationale de l'enfance, d'une consultation pour futures mères et d'une consultation pour enfants de trois à six ans ; l'institution d'un dispensaire antituberculeux, d'un dispensaire antivénérien, d'un dispensaire d'hygiène mentale et d'un service dentaire ;
- 4^o L'organisation des examens médicaux préventifs ;
- 5^o L'éducation de la population dans le domaine de l'hygiène.

Ce programme a été réalisé en quelques années ; mais ses promoteurs ont voulu en faire, non pas une création artificielle importée de toutes pièces, mais un organisme ayant de fortes attaches locales.

Très rapidement, le corps médical, entre les mains duquel les

destinées de la démonstration reposaient, l'administration communale, les œuvres sociales déjà existantes surent inspirer confiance, et la population, comprenant son réel intérêt, se présenta en masse aux services de démonstration. En 1925, des 30 000 habitants de Jumet, 6 000 y recoururent ; 186 futures mères, 610 nourrissons, 187 enfants de trois à six ans, 5 004 écoliers vinrent en consultation ; au total, 12 000 habitants, soit 40 p. 100 de la population, bénéficièrent d'une surveillance hygiénique organisée.

Dès les premières années, ces « démonstrations » ont fourni les données les plus précieuses : il s'avéra qu'une semblable organisation fait reculer la maladie, l'invalidité et la mort, qu'elle élève le niveau général de l'existence, qu'elle suscite une collaboration efficace de toutes les forces sociales, qu'elle engendre un véritable esprit civique dans la population. De sorte qu'aujourd'hui ces « Centres de Santé », qui associent dans une même tâche la Croix-Rouge, la municipalité, le corps médical et l'indispensable équipe des infirmières, présentent la forme la plus complète, la plus achevée de la conception sociale de l'hygiène.

Tuberculose.

Le Conseil général de la Ligue, en avril 1924, recommande que « les sociétés nationales participent à la lutte contre la tuberculose, par la formation d'infirmières, et spécialement d'infirmières-visiteuses, et, de même qu'il recommande aux sociétés nationales de poursuivre et, au besoin, de créer une collaboration avec les Associations nationales spécialisées dans la lutte contre les fléaux sociaux, émet le vœu que le secrétariat général de la Ligue poursuive et intensifie sa collaboration avec les secrétariats des Unions internationales contre la tuberculose, les maladies vénériennes, le cancer, et coopère à la centralisation des efforts pour la Protection de l'enfance. Le Conseil général recommande en outre, au secrétariat de la Ligue, d'étudier la possibilité d'établir des relations plus étroites entre ces organisations elles-mêmes ».

Cette résolution est conforme au principe de coopération et non de rivalité, avec les organismes déjà spécialisés depuis de nombreuses années dans la lutte contre les grandes maladies sociales.

Dans chaque pays, se forment des associations nationales, groupant les personnalités les plus compétentes et les plus qualifiées

pour diriger la lutte. Certaines de ces Associations nationales se sont groupées en Union internationale, comme « L'Union internationale contre la Tuberculose ».

Les secrétariats de ces sociétés publient des périodiques sur les nouvelles orientations scientifiques et sociales. Le secrétariat de la Ligue se tient en contact permanent avec ces Sociétés, et son rôle a été de stimuler, de documenter et d'aider les Croix-Rouges nationales dans ce travail. La Ligue assura le secrétariat de l'Union internationale contre la Tuberculose pendant dix ans.

L'organisation de dispensaires devenus des « centres de triage », des bureaux de propagande furent les premiers actes de l'activité de ces Sociétés. La propagande fut faite au moyen de conférences avec projections. Toutes les villes et tous les villages ayant une population de plus de 3 000 habitants étaient visités ; on distribuait à profusion des brochures ayant trait à la campagne antituberculeuse. Une idée précise du problème de la tuberculose s'imposa au public, stimulant son intérêt pour l'hygiène.

En France, des cours pour infirmières-visiteuses furent organisés à Paris, Lyon, Bordeaux, Nantes, Strasbourg, Marseille, etc...

Des cours de perfectionnement furent ouverts, des bourses fondées pour les médecins. Français, Italiens, Roumains, Tchéco-Slovaques, Sud-Américains, Canadiens et Anglais purent ainsi approfondir leurs connaissances du problème antituberculeux.

Actuellement, les Croix-Rouges dirigent d'innombrables dispensaires itinérants dans les pays à population clairsemée, des préventoria, où le dépistage précoce et l'éducation du malade sont poursuivis dans la visite à domicile, et où la prévention tient un rôle aussi important que la cure.

L'aspect social de la tuberculose est également envisagé ; la Croix-Rouge assiste le tuberculeux à sa sortie du sanatorium ; elle trouve, pour lui, un métier approprié à son état ; elle lui procure un séjour en colonie, où il trouve, pour lui et sa famille, les soins, le logement, le gagne-pain.

Partout, la Croix-Rouge organise les maisons de repos et de convalescence, les préventoria, les colonies temporaires ou permanentes, à la campagne, à la montagne ou à la mer. La Croix-Rouge française travaille dans 166 dispensaires antituberculeux ; la Croix-Rouge allemande en entretient 124 à ses frais.

Protection de l'enfance.

« Le Conseil général affirme son intérêt, particulièrement intense, à toutes les œuvres de protection et de préservation de l'enfance ; il recommande que toutes les actions de la Croix-Rouge soient organisées d'une façon méthodique, avec l'assistance d'un Conseil médical au sein de la Croix-Rouge, en se consacrant à la protection des enfants guettés par la maladie. »

C'est dans ce domaine que l'œuvre préventive de la Croix-Rouge et de la Ligue trouve son expression la plus complète.

« Dans le monde entier, dit le Dr Sand, conseiller technique de la Ligue, les sociétés de la Croix-Rouge ont multiplié les consultations pré-natales et de nourrissons ; les gouttes de lait, les crèches et les pouponnières, l'assistance à domicile, les garderies d'enfants, les centres de puériculture, l'assistance aux écoliers. »

La Croix-Rouge française a, effectivement, à l'heure actuelle, plus de 2 000 œuvres spécialement affectées aux mères et aux enfants ; au Maroc, à Fez, elle organise pour l'enfance indigène une œuvre magnifique : « La Goutte de Lait ».

Dans divers pays, elle assume la protection des orphelins et des enfants abandonnés. Elle les recueille, les élève dans ses asiles, ou assure leur pension, leur placement familial, leur apprentissage, ou leur trouve des parents adoptifs.

Les Croix-Rouges française, lettone et uruguayenne ont créé leurs premiers jardins d'enfants. Pour les petits dont les mères travaillent, elles multiplient les garderies, les asiles temporaires, les jardins d'enfants ; ailleurs, la Croix-Rouge oriente l'adolescence, l'aide pendant son apprentissage, lui procure des bourses d'études, des séjours à la campagne, ouvre des « Auberges de la Jeunesse », des écoles ménagères, procure des travaux manuels... Pour les étudiants, elle installe des restaurants à prix réduit, des salles de travail chauffées, des ateliers où sont confectionnés ou réparés les vêtements, et leur procure du travail rémunéré.

Ailleurs encore, elle aide la mère soutien de famille ; elle secourt à domicile la femme en couches, procure des layettes, prête du linge, les berceaux, etc., etc.

Partout enfin, la Croix-Rouge s'efforce d'établir la surveillance et la protection de l'enfance, — à domicile, à l'école et dans les colonies de vacances, — partout elle est à son poste pour veiller à la santé, porter secours, aider, instruire, éduquer.

La Ligue a assisté les sociétés nationales pour la création d'œuvres spécialisées, destinées à protéger l'enfance, favorisant leur établissement par la documentation et l'orientation. Dans ce domaine, comme dans celui où se poursuit la lutte contre la tuberculose, la Ligue s'est associée aux coopérations internationales, et elle est membre de « L'Association internationale pour la Protection de l'Enfance ».

Le péril vénérien.

L'un des fléaux sociaux les plus redoutables et, depuis la dernière guerre, les plus répandus, est celui que constituent les maladies vénériennes. Avant la guerre déjà, la lutte entreprise contre les maladies de cet ordre avait donné des résultats encourageants, grâce à la propagande faite par la Croix-Rouge, et par les organismes qui, dépendant de celle-ci, avaient fondé des dispensaires et des consultations ambulatoires.

Dès ses débuts, la Ligue s'est emparée du problème. Elle créa, dans son secrétariat, une Section spéciale qui, suivant les méthodes habituelles, réunit une documentation énorme, des tracts, des affiches, des films. En outre, dès 1920, la Ligue accomplit un effort de coordination internationale, convoquant la même année trois conférences : à Copenhague, à Prague et à Paris (1921), groupant chacune un certain nombre de pays. Ces trois conférences permirent, par les résolutions et les vœux adoptés, de mettre au point de nombreuses questions d'ordre social et législatif, de prophylaxie individuelle, de traitement, etc. Elles aboutirent, en même temps, à faire connaître les tendances et les méthodes de lutte anti-vénérienne employées dans différents pays, et prouvèrent, une fois de plus, la nécessité de la coordination internationale. Dans la lutte contre les maladies vénériennes, la Croix-Rouge a joué un rôle prépondérant, tant au point de vue clinique par la création de dispensaires, consultations ambulatoires, qu'au point de vue social par la propagande, les conférences, etc. Les dispensaires et les hôpitaux de la Croix-Rouge sont dotés de laboratoires modernes, de salles de conférences, de bibliothèques... La Croix-Rouge, parfois avec l'aide de la Ligue, ou à son instigation, a ouvert des cours spéciaux du dimanche, destinés à l'instruction des ouvriers, et d'autres, à celle des professeurs d'écoles.

La Section d'hygiène de la Ligue, en collaboration avec l'Union internationale contre le Péril vénérien, a procédé à une enquête

mondiale sur la prophylaxie et le traitement de ces maladies dans les ports, ainsi que sur les conditions sanitaires réservées aux marins dans le monde entier.

La Ligue a publié, en anglais, en français, en espagnol, en italien et en allemand, deux brochures concernant la lutte antivénérienne. La première est intitulée : *Enquête sur les maladies vénériennes* et la seconde : *Maladies vénériennes. — Un champ d'action pour la Croix-Rouge.*

La transfusion sanguine.

La création, par la Croix-Rouge, du premier service de transfusion sanguine date de 1921, et eut lieu à Londres. Depuis, et sous l'impulsion de la Ligue, douze sociétés ont organisé 57 services de transfusion sanguine. Ce qui distingue d'emblée les centres organisés par la Croix-Rouge, c'est que l'effectif des « donneurs » et des médecins spécialisés est mis à la disposition de tous les praticiens. Le centre de transfusion de la Croix-Rouge doit être considéré comme un service public, au même titre que ses services de secours sur routes ou ses services d'auto-ambulances.

L'organisation scientifique de ces centres est parfaitement au point, chaque service s'étant efforcé de s'assurer la collaboration d'un personnel médical capable, contrôlé par un comité de personnalités scientifiques particulièrement compétentes. L'organisation pratique n'est pas moins bien conçue. Le corps des donneurs volontaires, le contrôle de l'état physique, l'établissement des fiches et registres concernant les antécédents héréditaires et personnels du donneur, une appréciation des veines du pli du coude, un examen radioscopique des poumons, sont établis par des spécialistes, et présentent toutes garanties.

Les statistiques d'appels d'extrême urgence montrent que, pour un service ayant un rayon d'action de 10 kilomètres, le temps moyen mis par le donneur pour se trouver sur le lieu de la transfusion est de dix à quinze minutes.

L'étude du fonctionnement de ses services de transfusion montre que l'action de la Croix-Rouge dans cette branche a dépassé l'ère des expériences pour entrer dans celle des réalisations.

La Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge centralise actuellement les statistiques annuelles et un Service de documentation concernant tous les Centres de Transfusion sanguine de la Croix-Rouge est en activité.

La cécité.

La XI^e Conférence panaméricaine de la Croix-Rouge de 1926 recommanda « aux Sociétés de la Croix-Rouge de coopérer à la prévention de la cécité, ainsi qu'à la création d'ateliers pour les aveugles, dans le but d'éveiller l'intérêt du public sur le problème médico-social de la cécité ».

La Ligue fut sollicitée, à diverses reprises, d'attirer l'attention internationale sur ce problème. Le secrétariat de la Ligue procéda à une enquête approfondie de la question et de diverses œuvres s'occupant des aveugles dans tous les pays. Le but de la Ligue n'était pas d'inscrire à son programme l'aspect technique de la question, mais d'apporter son concours à la centralisation des efforts médico-sociaux. La nécessité de créer un centre international d'information et de consultation apparut dans toute son évidence, dès l'étude des renseignements obtenus de différentes sources. Cet organisme central fut donc créé, et il constitue une source autorisée de renseignements sur l'aspect social, économique et hygiénique de l'œuvre préventive ; il fournit des informations complètes sur toutes les questions d'organisation internationale ou locale de prophylaxie de la cécité, et rassemble la documentation ayant trait aux recherches scientifiques, à la législation existante, et à ses possibilités d'amélioration.

Parce que tout être humain court quelque risque de perdre la vue, ce service central s'occupe de la protection de la vue de la collectivité, élargissant ainsi dans ce domaine, comme dans d'autres, son rôle de pionnier dans l'organisation de la lutte contre les maladies et les misères sociales.

L'impulsion de ce mouvement fut telle qu'il s'est répandu dans le monde entier. Actuellement, soutenues, guidées, aidées en cela par la Ligue, plus de vingt Sociétés de la Croix-Rouge y ont adhéré. La Société, ainsi formée, s'appuie sur la collaboration des ophtalmologistes et d'un grand nombre d'organisation d'hygiène et de service social. On peut juger de son succès par les chiffres suivants : en 1908, parmi les écoliers aveugles, 26 p. 100 devaient leur infirmité à l'ophtalmie des nouveau-nés ; en 1937, cette proportion est tombée à 5 p. 100. Plusieurs centaines de classes pour amblyopes ont été organisées. De nombreux services ophtalmologiques ont été pourvus d'un service social.

La prévention de la cécité est bien plus urgente encore dans les

pays où règne le trachome ; aussi, plusieurs Sociétés de la Croix-Rouge ont-elle organisé des dispensaires, fait circuler des équipes mobiles et se sont-elles livrées à une propagande vigoureuse, enseignant les moyens de prévenir cette maladie.

Par ailleurs, des précautions très importantes ont été prises pour éviter les accidents oculaires dans l'industrie.

La Section des infirmières.

Dans les temps même les plus reculés, il s'est toujours trouvé des femmes dévouées, consacrant toute leur activité aux malades. Bien longtemps avant l'ère chrétienne, les rabbins prescrivaient à tout juif comme devoir, de visiter les malades, afin de les encourager, de les consoler, de les aider et de les soulager dans leurs souffrances.

Les diaconesses, les veuves, et surtout les religieuses consacraient leur vie à donner des soins aux malades. Plus tard, les ordres religieux organisèrent d'une façon systématique les soins à leur porter à domicile.

Vers 1633, saint Vincent de Paul fonda le premier une école d'infirmières. Il jeta les bases de ce que nous appelons aujourd'hui la médecine sociale. En fondant ses écoles d'infirmières, il réalisa, pour la première fois, l'idée de l'infirmière-visiteuse, organisa le service social, essaya de réformer les hôpitaux.

La Conférence médicale de Cannes a souligné l'importance d'une formation scientifique des infirmières et adopta sur ce sujet un certain nombre de résolutions.

En 1919, une Section des infirmières fut constituée à la Ligue ; les deux premières années, elle s'attacha surtout au développement des services d'infirmières-visiteuses.

Le champ d'action de la Section s'est élargi dès 1922 ; elle se consacra tout d'abord à l'instruction professionnelle des infirmières. Sous les auspices de la Section, des écoles furent créées par les sociétés nationales de la Croix-Rouge dans différents pays et là où il n'y a pas de corps enseignant, la Ligue délègue, à la demande de la Société nationale, des infirmières étrangères pour organiser l'enseignement professionnel. Elle choisit, en même temps, des jeunes filles du pays, susceptibles de devenir de bonnes éducatrices, et les envoie se former à l'étranger. C'est ainsi que la Ligue a collaboré, en Roumanie, à la création d'une école d'infirmières, en

1926, en y envoyant, à la demande de la Croix-Rouge roumaine, une directrice anglaise ; en Colombie, la Ligue collabora à la formation de l'École de la Croix-Rouge de Bogota.

En d'autres pays, la collaboration de la Ligue s'est bornée à fournir, temporairement, les subsides indispensables à l'entretien de ces institutions.

Dans ce but également, et pour répondre au besoin général d'un Centre d'enseignement, la Ligue a établi à Londres, en 1920, deux cours internationaux d'infirmières-visiteuses et de directrices d'écoles, au King's College for Women. Ils furent poursuivis chaque année et fréquentés par des infirmières de tous les pays du monde. Les étudiantes étaient des femmes formées dans les meilleures écoles de leur pays.

Le cours pour infirmières comprend des leçons, des conférences, des stages pratiques et des visites à diverses institutions et services d'hygiène. L'instruction théorique consiste en leçons sur l'hygiène individuelle et collective, l'hygiène infantile, l'eugénique, la psychologie.

Le cours est approuvé par le ministère de l'Hygiène et de l'Instruction publique d'Angleterre. Après examen, les élèves peuvent obtenir le certificat de Bedford College ou celui de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge.

Le cours international pour directrices et monitrices date de 1924. Il fut organisé pour créer un centre de perfectionnement et formation du corps enseignant. Le programme du cours comprend des leçons théoriques et pratiques sur le principe de l'administration des hôpitaux et des écoles d'infirmières, l'administration des œuvres sociales, l'hygiène, et l'activité des infirmières-visiteuses.

Les Sociétés nationales de la Croix-Rouge envoient donc des infirmières-visiteuses à Paris ou à Londres, étudier quelques spécialités : obstétrique, service médico-social, etc. La Section de la Ligue prend toutes dispositions pour faciliter ces stages, prenant souvent à sa charge le déplacement de ces élèves.

En outre, la Ligue a collaboré très étroitement à l'organisation du Foyer des infirmières à Londres, en 1925, et toutes les Sociétés nationales ont contribué largement à l'installation de ce foyer. Les infirmières qui font des études ou des stages, ou celles qui sont simplement de passage mais sont recommandées par les sociétés peuvent, suivant leurs possibilités, y habiter, ou, en tous cas, y prendre leurs repas et être guidées pendant leur séjour à Londres.

Enfin, la Section des infirmières de la Ligue s'occupe de l'organisation des Congrès d'infirmières, maintient en contact étroit les infirmières de pays différents par un système de dossiers contenant des informations sur tout ce qui concerne les services, la formation professionnelle, etc., etc.

L'évolution constante de la tâche de la Croix-Rouge exigea de nouvelles catégories d'infirmières. En effet, au lendemain de la guerre, la Croix-Rouge ne comptant que des hospitalières, des soignantes, des auxiliaires, il s'agissait de former désormais des infirmières de la « Santé publique », des visiteuses, des infirmières dites « polyvalentes », des assistantes scolaires, et depuis quelques années, le besoin entraînant automatiquement la fonction, des infirmières spécialisées diététiciennes, assistantes sociales. Ainsi, la Croix-Rouge italienne dispose de 193 infirmières-visiteuses, dont 53 attachées aux dispensaires antituberculeux, 22 infirmières scolaires, 21 infirmières attachées aux usines, de nombreuses assistantes sanitaires ou sociales. La Croix-Rouge allemande possède 136 diététiciennes dans ses services d'alimentation rationnelle.

Les Sociétés nationales de la Croix-Rouge apportent tous leurs soins, non seulement à l'instruction de l'infirmière, mais par extension, au modeste personnel auxiliaire. La Croix-Rouge française, par exemple, fit obtenir, au cours de l'année 1937, 3 091 certificats, brevets et diplômes à ses élèves. Le développement de son enseignement fut poussé jusqu'aux possessions d'outre-mer, où il s'adresse aussi bien aux femmes et aux jeunes filles indigènes qu'aux Européennes : le Comité de Saïgon a organisé des cours en français et en annamite ; à Pnom-Penh, il a ouvert un cours d'auxiliaires, en français et en langue locale ; il en fut de même à Hanoi, à Haïphong, à Hué, à Kouang-Tché-Wan, où ses cours sont parfois donnés en langue chinoise.

La Croix-Rouge de la Jeunesse.

Si la naissance de la Croix-Rouge de la Jeunesse peut être située aux environs de 1914, et au Canada, les premières suggestions d'une formation de cet ordre remontent à 1892 et reviennent à la Ve Conférence internationale de la Croix-Rouge, réunie à Rome.

Effectivement, le Comité des dames de Moravie présenta à cette Conférence un rapport recommandant la formation, parmi les écoliers, de groupes d'élèves travaillant pour la Croix-Rouge.

Pendant la guerre sud-africaine, dans plusieurs écoles du Canada, se formèrent, sous la direction des institutrices, des groupes d'élèves confectionnant des travaux manuels, ou faisant des collectes en faveur des victimes de la guerre.

Vers 1896, en Espagne, le premier plan d'assimilation des enfants aux membres de la Croix-Rouge fut élaboré, mais ce projet ne fut jamais réalisé.

Pendant la guerre russo-japonaise, en 1905, dans presque toutes les écoles de Russie, les écoliers, et surtout les écolières, consacraient une heure ou deux de travail par jour à la préparation de charpie, de boîtes de pansements, à la confection de lainages tricotés, de linge pour les blessés et les soldats.

Mais ce fut en définitive pendant la guerre mondiale de 1914 que des groupes d'enfants commencèrent à devenir membres de la Croix-Rouge, en Australie, au Canada, et en Amérique. Par leurs travaux, ils apportèrent d'abord un peu de confort aux soldats et aux marins, ensuite un peu d'aide aux familles et aux enfants des militaires.

En 1918, « la Croix-Rouge de la Jeunesse » était organisée dans trois pays : Canada, Australie, États-Unis. Quelques mois après, paraissaient les deux premières revues de cette organisation. La correspondance inter-scolaire, qui commença à titre de gratitude de la Jeunesse d'Europe, s'étendit et se transforma très rapidement. Actuellement, les échanges de correspondance s'effectuent par milliers à travers le monde scolaire.

Après l'armistice, l'élan de la Croix-Rouge américaine entraîna la jeunesse dans l'action de secours en Europe. Des fonds, des dons en nature étaient envoyés par elle aux enfants de ce continent ravagé par la guerre. Leurs représentants vinrent procéder à la répartition des dons. Plus tard, ces mêmes représentants aidèrent les sociétés nationales d'Europe à organiser leurs propres sections de la Jeunesse, de sorte qu'en 1922 21 sociétés nationales en étaient dotées.

Le cadre des « Juniors » était l'école, et l'organisation locale devait avoir l'approbation du corps enseignant. Sa devise était « Servir » ; son but principal, développer chez l'enfant le sens et la pratique de l'entr'aide ; son programme peut se résumer en trois points principaux : hygiène, éducation civique, bienveillance internationale.

Cette même année 1922, le Conseil général de la Ligue, ayant approuvé les buts et le programme, votait à l'unanimité une réso-

lution recommandant aux sociétés nationales d'organiser des sections de la Jeunesse. Aujourd'hui sur les 62 pays qui possèdent une Société nationale de la Croix-Rouge, 50 de ces sociétés ont une section de « Juniors » et ces sections comptent près de 20 millions de membres.

Rôle de la Ligue dans le développement de la Croix-Rouge de la Jeunesse.

Conformément aux résolutions du Conseil général, une section de la Croix-Rouge de la Jeunesse fut créée au sein du Secrétariat de la Ligue et c'est à son inlassable activité que les « Juniors » doivent d'être ce qu'ils sont aujourd'hui.

Depuis sa fondation, elle recueille, analyse et distribue des informations sur l'organisation et les travaux des « Juniors ». Elle aide les sociétés nationales dans l'organisation et la création de leurs sections de Jeunesse. Elle établit et maintient des rapports de section à section et entre les sections, et d'autres organisations internationales. Elle organise des conférences internationales (depuis 1923, huit ont eu lieu sous ses auspices).

Elle permet aux sections de « Juniors » de prendre contact entre elles, organise des échanges de visites entre les membres du Secrétariat de la Ligue et les organisateurs et éducateurs de sections de la Jeunesse.

Elle publie : des brochures sur l'organisation et l'activité des « Juniors », des renseignements dans le *Bulletin d'information* ; édite le *Recueil d'articles pour les rédacteurs des revues de la Croix-Rouge de la Jeunesse*. Pendant ces quatre dernières années, des articles, contes et nouvelles contenus dans cette publication qui paraît trois fois par an en français, en anglais et en espagnol, ont été reproduits 2 478 fois. Au nombre de ses dernières publications il convient de citer : *Notre Croix-Rouge de la Jeunesse*, *Looking into other Lands*, *la Jeunesse unie par la Croix-Rouge*, *Our Book-Our very Own Book*, etc. La plupart de ces éditions furent faites en trois ou quatre langues.

Par ailleurs, la Ligue, toujours à l'usage des sections, met au point un matériel de propagande varié, sous forme de films, de diapositives, d'affiches, de tableaux, etc.

La section de la Jeunesse de la Ligue comprend un service destiné à faciliter le fonctionnement de la correspondance interscolaire internationale : le nombre d'albums de correspondance intersco-

laire échangés au cours des quatre dernières années fut de 24 000.

Par ailleurs, la Ligue a collectionné les objets d'exposition fabriqués par les « Juniors ». Cette collection fut constituée à la demande de six pays qui désiraient les exposer.

Depuis 1924, la plupart des grands Congrès et des Conférences s'occupant du problème de l'éducation et groupant des professeurs, des représentants d'associations pédagogiques, ont, par des résolutions unanimes, marqué leur intérêt et leur sympathie pour la Croix-Rouge de la Jeunesse et insisté sur sa valeur éducative. La Ligue, effectivement, a toujours attaché une très grande importance au maintien de relations suivies avec le monde de l'éducation : le Bureau international d'Éducation, la Fédération universelle des associations pédagogiques, le Bureau international des professeurs de l'Enseignement secondaire, celui de l'Enseignement primaire, etc.

Travaux de la Croix-Rouge de la Jeunesse.

L'activité des « Juniors » s'est développée selon les trois catégories de travaux déjà mentionnés à savoir : hygiène, éducation civique, bienveillance internationale.

Les « Juniors » mettent ce programme en pratique, suivant leurs capacités et suivant les conditions et les besoins locaux. La Croix-Rouge de la Jeunesse devait forcément séduire ceux qu'elle entendait grouper, par son caractère de croisade contre la maladie, la misère, la mort. Ses membres répartis dans le monde entier, de la Norvège à l'Équateur, de la Grande-Bretagne à la Chine, de la Russie à la Nouvelle-Calédonie, développent leur activité, suivant les niveaux de culture, de la vie économique du pays, de sa production, de ses richesses.

Pour réunir les fonds qui leur sont nécessaires, les « Juniors » américains vendent de jolies vignettes, tandis qu'au Japon ils ramassent des sauterelles dans les rizières et les vendent comme fourrage. Cependant, tous les efforts tendent vers les mêmes buts, si bien exprimés par la résolution adoptée en 1925, par les experts, au cours d'une Conférence d'éducateurs éminents : « La Croix-Rouge de la Jeunesse est une organisation volontaire, qui tend à donner aux enfants et aux adolescents l'occasion de s'exprimer par eux-mêmes. L'esprit qu'elle apporte dans les classes fait appel à l'imagination et à la volonté des enfants, de façon à faire passer leurs connaissances en action. Cet esprit est particulièrement utilisé

par ceux qui dirigent ce mouvement, pour faire pénétrer les notions d'hygiène, pour développer les tendances altruistes des enfants, pour les initier à un civisme sain et à l'esprit de bienveillance internationale. »

Éveiller chez l'enfant le désir d'être sain, de créer en lui une sorte de « conscience de l'hygiène », tel est le principal but de l'enseignement, dans le domaine de l'hygiène. Les « Juniors » organisent donc, et subventionnent des cours d'hygiène domestique, de premiers secours et d'alimentation rationnelle, des représentations théâtrales mettant en scène des sujets d'hygiène ; ils installent des pharmacies scolaires ou des terrains de jeux, des lavabos ou des douches à l'école ; ils subventionnent aussi, dans plusieurs pays, des cliniques dentaires, des préventoria, des colonies de vacances et fournissent les subsides nécessaires au traitement d'enfants infirmes. En quatre ans, dans la seule province de Saskatchewan, 1 376 enfants infirmes ont été traités et 6 000 élèves des écoles rurales ont été soignés par les dentistes de la Croix-Rouge de la Jeunesse. Dans la province d'Alberta, les « Juniors » entretiennent un hôpital de 35 lits et ceux de Regina, une maison de convalescence de deux salles.

En Australie, un fonds spécial est destiné aux enfants atteints de paralysie infantile. En Hongrie, les « Juniors » ont construit et pris à leur charge l'entretien d'une colonie de vacances et une école de plein air. En Yougoslavie, ils installent des cantines scolaires, des fontaines d'eau potable, des bains. Ailleurs, ils joignent leurs efforts à ceux de la Croix-Rouge dans des campagnes organisées contre les mouches, les moustiques, la saleté, etc.

Education civique.

Dans cette courte énumération de l'activité de la Croix-Rouge de la Jeunesse, il est difficile de faire une distinction très nette entre les différents travaux d'hygiène et d'éducation sociale. Si c'est par l'enfant que, dans la campagne, les notions de propreté, d'hygiène et d'économie ménagère pénètrent au sein des familles, ce n'est cependant pas de l'exploitation de l'enfant qu'il s'agit. « On ne saurait trop répéter que la section de la Jeunesse n'est pas une institution de bienfaisance et que toutes les branches de son activité sont, avant tout, des moyens d'éducation de la jeunesse », dit une remarque d'une société nationale. La plupart des éducateurs et des instituteurs modernes reconnaissent l'importance et la valeur de

l'élément d'ordre social introduit par la Croix-Rouge de la Jeunesse dans le travail scolaire comme stimulant de l'éducation civique de l'enfant. Lorsqu'ils cultivent des potagers, vendent le fruit de ce travail, et envoient un élève délicat à la montagne, ou prennent à leur charge un lit d'enfant dans un hôpital, les « Juniors » passent du domaine de l'hygiène à celui de l'entr'aide. De nombreux groupes « adoptent » une école d'une région pauvre et envoient aux élèves, des fruits, des livres ou des lettres affectueuses, marques de solidarité et de civisme. Ailleurs, les « Juniors » s'intéressent aux infirmes en leur apportant un secours matériel, en subvenant à leur traitement, ou en leur fournissant des appareils orthopédiques, en conduisant les aveugles ; un groupe de « Juniors » sourds-muets de Varsovie travaille à l'impression de la revue de la Croix-Rouge polonaise. Ailleurs encore, la Croix-Rouge de la Jeunesse oriente les écoliers vers un apprentissage, assure leur placement dans les ateliers ou à l'usine et surveille les conditions de leur travail. Une des activités les plus répandues est naturellement l'assistance individuelle aux pauvres (écoliers, mères, vieillards). Le secours immédiat, le contact direct entre l'enfant et l'assisté stimulent et l'imagination et l'effort : les fillettes font des ouvrages de couture, les garçons des travaux masculins ; ils se groupent pour cela en ouvroirs, en ateliers, afin d'obtenir le rendement maximum de leurs efforts. Les « Juniors » ne perdent jamais l'occasion de participer à l'action de secours organisée par la Croix-Rouge : ils ont maintes fois recueilli des fonds ou des dons en nature, aidé au triage des vêtements, des objets pour les sinistrés, participé à toutes sortes de secours entrepris en faveur des victimes.

Bienveillance internationale.

Sur le terrain international, les « Juniors » se sont montrés aussi prompts à vouloir soulager les misères, à devancer les appels et à envoyer les secours. Les « Juniors » français ont aidé, par leurs envois en Bessarabie, lors de la famine, les cantines scolaires roumaines. Les « Juniors » américains ont envoyé 850 dollars aux « Juniors » bulgares pour organiser leurs cantines. Les Estoniens ont confectionné des vêtements pour les Hongrois. Les « Juniors » yougoslaves ont recueilli 400.000 dinars en faveur des enfants victimes des inondations en France. Aux États-Unis, existe « The National Children's Fund » auquel il est fait appel dans les cas d'ur-

gence. Il sert également à permettre aux écoles indiennes d'encourager les arts indigènes, à payer l'envoi des présents de Noël aux « Juniors » étrangers et à aider ceux-ci à réaliser certains projets. Quand un désastre survient, les « Juniors » sont prêts à aider, quel que soit le pays frappé : inondations, typhon, tremblements de terre, famine, épidémies, autant de fléaux qui ont vu les « Juniors » s'employer à côté de leurs aînés.

Le plus bel exemple d'abnégation et de solidarité internationale chez les « Juniors » est la réponse à l'appel de la Ligue en faveur des enfants d'Espagne. Des dons en espèces et en nature, dont certains très importants, sont arrivés de toutes les parties du monde pour soulager la détresse de cette malheureuse jeunesse. Les « Juniors » français ont accueilli les enfants d'Espagne avec des vêtements, boissons chaudes, aliments, jouets.

L'action nationale et internationale des « Juniors » a donc abouti à des résultats qui ont même dépassé les prévisions. Mais ces résultats n'ont qu'une importance secondaire, si on les compare à la valeur éducative et à l'influence qu'ils ont sur le développement du caractère de l'enfant.

En quelque vingt années, des millions d'enfants, de jeunes garçons et de jeunes filles, sont entrés dans la Croix-Rouge ; ils y sont entrés avec l'assentiment du corps enseignant, aidés et dirigés par lui ; ils y sont entrés pour « agir » ; par cette action, ils ont pris conscience de la richesse de leur émotivité, développé leur imagination, leur sens des responsabilités civiques et par là même, peut-être, orienté et transformé leur vie.

CONCLUSIONS

Il y a soixante-quinze ans, la Croix-Rouge est née de l'idée de Dunant.

La vieille institution, qui ne s'occupait au début que des militaires combattants, a parcouru beaucoup de chemin avant d'arriver à son activité actuelle. Ce magnifique résultat — si profondément humain et beau — ne pouvait être atteint que grâce à un dévouement sans bornes à sa belle devise « *inter arma caritas* ». Tout en poursuivant le but le plus noble qui soit — le soulagement de la souffrance humaine — la Croix-Rouge devait subir une évolution d'adaptation. La tâche de la Croix-Rouge en temps de paix se dessine avec de plus en plus de précision. Et c'est pour l'aider dans ce nouveau rôle — qui n'est pas moins beau — en face d'un monde désemparé et vidé de son jeune sang, que la Ligue de sociétés de Croix-Rouge est née il y a vingt ans. Nulle concurrence entre le Comité international de la Croix-Rouge et la Ligue. Au contraire, le vaste programme de lutte contre la misère, la maladie et la mort, nécessitait un nouveau centre de coordination des efforts nationaux et internationaux.

C'est pour mieux, et tous de la même façon, se pencher guidés par la Science, sur toutes les misères, toutes les douleurs physiques et morales, que la Ligue est née. La Croix-Rouge, qui se penchait d'abord sur les champs de batailles, ensuite sur les victimes des catastrophes, puis sur la douleur en général, fut amenée à se pencher sur les misères de la vie quotidienne de l'homme.

Le Service social est venu se placer dans son programme d'hygiène populaire, de prévention, d'éducation, de secours. Et dans cette nouvelle voie, la Ligue a puissamment servi et aidé les sociétés nationales, par des études très approfondies de la question. Devant les magnifiques résultats obtenus par ces deux institutions qui ne font qu'une, dans la lutte quotidienne, on ne peut que s'incliner.

Leur idéal reste le même : soulager ceux qui souffrent, tous ceux qui souffrent, sans restriction de religion ou de race. Dans les circonstances mondiales actuelles, tenter, et réussir — la preuve en est

faite au dernier Congrès de Londres — à réunir, en parfait accord, les représentants de cinquante-quatre nations et même les représentants de deux Espagnes, c'est du nationalisme et internationalisme bien compris.

La Croix-Rouge, aidée dans ses efforts par la Ligue, est actuellement bien placée pour tenter, au nom de la fraternité humaine, de transformer, selon l'heureuse expression de M. Edmond Boissier, cette *caritas inter arma* en une *caritas inter homines*.

BIBLIOGRAPHIE

- DUNANT (H.), *Un souvenir de Solferino*, Genève, 1862.
DES GOUTTES, *La Croix-Rouge internationale, avant, pendant et depuis la guerre mondiale*, Paris, 1923.
GARDNER (Mary), *Infirmière visiteuse*.
MILSOM (G.), *Vers la santé*, janvier 1922 ; *Histoire de la Croix-Rouge*.
MOYNIER (G.), *Ce que c'est que la Croix-Rouge*, 1874.
MOYNIER (G.), *La fondation de la Croix-Rouge*, 1903.
MOYNIER (G.), *La Croix-Rouge, son passé, son avenir*, Paris, 1882.
NOAILLY (F.), *La Croix-Rouge, au point de vue national et international*, 1935.

DOCUMENTS.

- La Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, 1919-1928.
La Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, 1926.
La démonstration d'hygiène, de JUMET, 1927.
La transfusion sanguine (*Croix-Rouge luxembourgeoise*, 1935).
La prophylaxie de la cécité, 1929
La Conférence médicale de Cannes, mars 1920.
Rapport sur l'activité de la Société S. S. B. M., 1938.
Rapport général de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, 1934-1938.
Rapport général du Comité international de la Croix-Rouge, 1938.
Le rôle au Service social dans la Croix-Rouge, par le Dr SAND.
La Croix-Rouge de la Jeunesse (Rapport au Conseil des Gouverneurs, juin 1938)

